



INGELAERE (Bert), *Inside Rwanda's Gacaca Courts. Seeking Justice after Genocide*, Madison, University of Wisconsin Press, coll. « Critical Human Rights », 2016, 256 pages

Richard Moncrieff

DANS **POLITIQUE AFRICAINE** 2018/1 n° 149 , PAGES 159D À 167D
ÉDITIONS **KARTHALA**

ISSN 0244-7827

ISBN 9782811225448

DOI 10.3917/polaf.149.0159d

Date de mise en ligne : 24/09/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-africaine-2018-1-page-159d?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Karthala.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

REVUE DES LIVRES

AYARI (Michaël)
*Le prix de l'engagement politique
 dans la Tunisie autoritaire.
 Gauchistes et islamistes
 sous Bourguiba et Ben Ali
 (1957-2011)*

Tunis/Paris, IRMC/Karthala, 2016,
 coll. « Maghreb contemporain :
 nouvelles lectures, nouveaux savoirs »,
 372 pages

Michaël Ayari est chercheur associé à l'Institut de recherche et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam), ainsi qu'analyste principal pour International Crisis Group (ICG) à Tunis. Avec ce livre, version remaniée de la thèse de doctorat en science politique qu'il a soutenue en 2009 à l'Institut d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence, il contribue à l'histoire politique de la Tunisie sous Bourguiba (1957-1987) et Ben Ali (1987-2011). Il apporte, de plus, deux contributions notables non seulement à la sociologie de l'engagement politique en situation autoritaire mais aussi à la sociologie de l'engagement de façon plus générale.

L'auteur s'appuie sur une base de données prosopographiques de 244 militants (dont trois quarts ont comparu aux principaux procès politiques qui se sont tenus entre 1968 et 1992 et qui sont listés dans l'annexe de l'ouvrage), constituée à partir de « traces écrites » (p. 19), d'entretiens informatifs et de 60 entretiens biographiques approfondis. En suivant une démarche inductive, Ayari a procédé à une analyse quantitative avec le logiciel Sphinx. L'auteur retrace avec précision les trajectoires de plusieurs des 159 militants plus à gauche que le Parti communiste tunisien dans les années 1960-1980, appelés les « gauchistes », et des 85 membres des principaux groupes des années 1970-1990 se revendiquant de l'islam politique, dits « islamistes ». Il comble ainsi un vide historiographique. Mais le livre est parfois difficile

à suivre pour une personne non versée dans la vie politique tunisienne, que l'auteur retrace dans les deux premiers chapitres à la lumière de ces deux courants militants et en faisant appel à une notion nouvelle : l'« origine socio-identitaire » (OSI).

L'auteur a construit quatre types d'OSI, décrits dans le premier chapitre du livre, qui permettent de rendre compte de l'influence des legs sociaux, géographiques et identitaires du passé familial sur les trajectoires militantes et professionnelles et, plus généralement, sur la vie politique du pays. Les « élites médinales » sont issues « de grandes familles de la bourgeoisie commerçante et terrienne et/ou de l'élite traditionnelle » (p. 39), tandis que les « médinaux » « appartiennent à des familles élargies moins dotées en ressources matérielles et symboliques » (p. 40). Les « publiciens », provenant majoritairement du Sahel/Cap Bon, doivent leur mobilité sociale à une éducation moderne bilingue qui leur a permis d'être les intermédiaires entre les colons et les populations locales sous le protectorat français (1881-1956). Dans les années 1970, les leaders gauchistes et islamistes se recrutent surtout parmi ces trois catégories. Au contraire, dans les années 1980, nombre d'étudiants d'OSI « *extra muros* », c'est-à-dire d'origine populaire, rejoignent l'islamisme. Les militants d'OSI « élites médinales » sont plus souvent cadres et de professions intellectuelles supérieures ; les « médinaux » et les « publiciens » sont dans une position médiane ; les « *extra muros* » relèvent plus souvent de l'enseignement primaire et secondaire ou du commerce.

La notion originale d'OSI reflète en creux la principale faiblesse du livre : la difficulté de généraliser les apports de cette recherche à d'autres régimes autoritaires. Ainsi en est-il de la conclusion générale dont la plus grande part concerne strictement le cas tunisien et l'étude de la « définition de l'engagement politique contestataire/révolutionnaire en

Revue des livres

régime autoritaire» (p. 208) qui, comme nous le verrons *infra*, n'inclut pas l'ensemble des types de militants identifiés par l'auteur. Les généralisations sont également limitées par le fait que l'auteur traite principalement des leaders, au détriment des militants de base. On a ainsi davantage affaire, comme il l'admet d'emblée, à une sociologie des élites tunisiennes de l'extrême gauche et de l'islamisme. Dans le chapitre quatre dédié aux conséquences biographiques de l'engagement, l'auteur démontre que, en Tunisie, l'engagement contestataire/révolutionnaire ne se fait pas nécessairement à tout prix, certains individus ayant été cooptés par le régime de Ben Ali en raison de leurs ressources ou de leurs positions politiques, tandis que « plusieurs des militants de l'échantillon [ont accédé] à des postes de ministre et de députés [sic] » (p. 223) suite à la révolution de 2011.

Le livre apporte cependant deux contributions à la sociologie de l'engagement utiles pour réfléchir tant aux domaines associatif, syndical et partisan qu'à tout type de régime – d'ailleurs, le pays que l'auteur cite abondamment à titre comparatif est la France. La première contribution est théorique. L'auteur prend le parti d'utiliser la théorie du choix rationnel, choix courageux dans la littérature francophone qui tend à l'« évacuer » (p. 24), tout en précisant une des limites de ce modèle. Il observe ainsi que « les acteurs ne "raisonnent" en termes de coût/avantage qu'à certains moments de leur trajectoire militante [et] que leur comportement est plutôt chaotique » (p. 162). Les calculs se réalisent par exemple après une phase de répression tandis qu'ils sont souvent suspendus lors de l'effervescence d'intenses mobilisations, les risques pouvant alors ne pas être perçus ou déniés.

La seconde contribution est typologique. Dans le chapitre trois sur les ressorts de l'engagement, Ayari distingue trois types de

militants. L'« engagé total », souvent d'origine « *extra muros* » dans le cas tunisien, dédie tout son temps au militantisme, au détriment de sa formation et, par conséquent, de sa vie professionnelle. L'« engagé équilibré » parvient à « mener de front » militantisme et vie universitaire ou professionnelle. Enfin, l'« intellectuel engagé » se retrouve dans le militantisme de façon plus automatique que choisie du fait de la proximité entre le milieu intellectuel et celui de l'opposition politique. Les 30 % dans ce cas, qui ne font pas défection lorsque la répression s'intensifie, peuvent se retrouver authentifiés, parfois à contre-cœur, comme militants.

La répression est centrale dans la définition qu' Ayari donne de l'engagement politique contestataire/révolutionnaire en régime autoritaire. Être reconnu comme victime de répression par les militants déjà identifiés comme tels est l'une des deux conditions nécessaires pour que celui-ci soit attesté. La seconde est l'attachement, mesurable par la force du lien (au sens de Mark Granovetter) au groupe et à ses membres plus qu'à la cause poursuivie. L'entrée dans un collectif n'est pas, par exemple, le passage obligé de l'engagement, même si l'auteur observe que celle-ci s'effectue tendanciellement avant le baccalauréat pour les islamistes et pendant les premières années universitaires pour les gauchistes. Ce faisant, Ayari bat en brèche l'approche de l'engagement en sociologie des mouvements sociaux qui considère le « passage à l'acte » ou le « recrutement » comme le début d'une carrière militante (p. 160). Mais n'est-il pas trop restrictif de conditionner la définition de l'engagement au fait d'avoir été réprimé ? Par exemple, les compagnons de route qui rendent des services ponctuels, que l'auteur ne fait qu'évoquer, et les intellectuels engagés sympathisants ne peuvent-ils pas être considérés comme « engagés » ou « militants », même s'ils disparaissent, ponctuellement ou

définitivement, quand le risque objectif que constitue la répression en situation autoritaire s'accroît ?

Cindy Morillas

Centre for Social Change,
Université de Johannesburg

FOUÉRÉ Marie-Aude (dir.)
Remembering Nyerere in Tanzania: History, Memory, Legacy
Dar es Salaam, Mkuki na Nyota/Ifra,
2015, 340 pages

Cet ouvrage édité par Marie-Aude Fouéré regroupe les contributions d'universitaires qui rompent avec l'approche, courante en science politique depuis les années 1980, de la *national synonymity* selon laquelle le leader détermine entièrement la trajectoire de la nation. Ainsi, ces contributions questionnent comment l'État et les Tanzaniens, à différents échelons de la société, s'approprient la figure de l'ancien président Julius Nyerere au présent, comment ils la retravaillent et l'exploitent. *Mwalimu* (« l'instituteur » en swahili, titre honorifique décerné à Julius Nyerere, ndlr) est devenu une métaphore aux héritages polysémiques générant un palimpseste de mémoires collectives qui transforment les pratiques sociales et font émerger de nouveaux modes de pensées.

Dans l'introduction et le premier chapitre, Marie-Aude Fouéré dresse un panorama scientifique actualisé et commenté autour du personnage de Nyerere, démarche très utile pour entrer dans l'étude du leader et révéler sa présence iconique dans l'espace public tanzanien depuis sa mort en 1999. Devenu un symbole d'humilité et d'intégrité, Nyerere est souvent convoqué comme une référence par les leaders des partis politiques actuels afin de réaffirmer leur légitimité politique ou par les citoyens eux-mêmes confrontés à des politiques libérales qui affectent leurs

conditions de vie. Dans le chapitre suivant, l'anthropologue et politiste Kristin Phillips, qui a réalisé ses recherches dans la région du Singida où 28 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, démontre, en se basant sur l'étude de caricatures et de journaux locaux en anglais et en swahili, que la volonté des hommes politiques du parti au pouvoir de créer une continuité entre la politique de Nyerere et la politique néolibérale actuelle est un échec. Dans cette contribution de qualité, les bulles des dessins de presse rédigées en swahili auraient gagné à être traduites en anglais pour faciliter la compréhension du lecteur.

L'étude des discussions à l'Assemblée constitutionnelle réalisée par Aikande Kwayu permet de cerner comment les mots et les idées de Nyerere ont été mobilisés par trois groupes d'acteurs, clairement identifiés par l'auteure, pour justifier les débats antagonistes sur la révision de la constitution au sein de l'assemblée : les leaders du parti au pouvoir, le CCM, les alliés du président de la Commission Joseph Warioba chargée de proposer un nouveau projet de Constitution, et enfin le groupe d'opposition Ukawa. La contribution suivante, celle de l'historienne britannique Emma Hunter, repose sur le réexamen politique de la Déclaration d'Arusha qui, le 5 février 1967, a annoncé la mise en place du socialisme, alors que les désillusions des populations, suite aux promesses de l'indépendance en 1961, se faisaient déjà sentir. Ce moment inaugure la refonte du projet nationaliste tanzanien et la réaffirmation du leadership de Nyerere en champion national de moralité même si, au final, le socialisme comme modèle économique a échoué. À ce titre, la contribution de l'historien américain James Brennan présente de façon stimulante comment trois groupes distincts de détracteurs ont attaqué la façon dont l'ancien leader a utilisé son image « d'humble intellectuel et parangon de la moralité » (p. 15) pour contrôler le

Revue des livres

débat politique tanzanien et réduire au silence l'opposition. Ces pages savoureuses débouchent sur le constat suivant : en dépit des critiques, magnifier Nyerere est encore la pratique politique la plus courante. Néanmoins, Marie-Aude Fouéré, dans un chapitre sur Zanzibar, démontre que ces critiques prennent aujourd'hui la forme d'un *popular Nyerere-bashing* efficace qui pèse de tout son poids sur les revendications actuelles d'autonomie de l'archipel.

Les deux chapitres confiés à Kelly Askew et à Mary Ann Mhina sont consacrés à des poèmes populaires sur Nyerere parus dans la presse tanzanienne, qui sont analysés en tant que mode de production et de transmission de la mémoire dans le débat politique sur la nation. Ces deux auteures mettent en lumière les variations dans le temps de la popularité du *Mwalimu*, notamment à partir de la fin des années 1970. Les contributions d'Olivier Provini et de Sonia Languille, deux politistes français, explorent son héritage dans le domaine de l'éducation, à l'université chez le premier et dans les écoles secondaires pour la seconde. Sonia Languille met en exergue la contradiction entre la rhétorique politique égalitariste des écoles secondaires et la réalité de la reproduction des élites. Il aurait été intéressant, dans ce cadre, de montrer à travers les programmes scolaires comment est enseignée, dans ces écoles tanzaniennes, la figure de Nyerere.

Enfin, la contribution de Thomas Molony revient sur la « fabrique du leader » en opérant un retour sur son histoire personnelle et sa trajectoire de formation jusqu'au moment où il s'engage en politique après être rentré de ses années d'études à Édimbourg. Néanmoins, le chapitre ne pousse pas la réflexion suffisamment loin pour comprendre les influences et les rencontres qui l'ont amené à forger son projet politique au tournant des indépendances.

Cet ouvrage, publié par un éditeur tanzanien à Dar es Salaam, Mkuki na Nyota,

marque un jalon important dans la réflexion sur la construction nationale tanzanienne pour l'instant saturée par la présence iconique du leader Julius Nyerere. Si cette référence est encore pleine de sens en Tanzanie, ce n'est pas toujours le cas d'autres hommes politiques dans d'autres pays d'Afrique, comme l'atteste l'exemple de Barthélémy Boganda en République centrafricaine, dont la figure et le projet politique sont aujourd'hui une « coquille vide » pour la majorité des Centrafricains.

Karine Ramondy

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Sirice

HIGATE (Paul) et UTAS (Mats) (dir.)
*Private Security in Africa.
From the Global Assemblage
to the Everyday*

Londres, Zed Books, coll. « Africa Now »,
2017, 256 pages

Mercenaires sud-africains engagés dans la guerre civile en Sierra Leone, enclaves minières ultra-militarisées au Katanga, patrouilles privées à Johannesburg ou à Durban, milices claniques à Mogadiscio... Sans nier ces réalités, cet ouvrage vise à débarrasser la sécurité privée en Afrique de ses imaginaires stéréotypés, parmi lesquels son association systématique avec la sphère militaire, la violence illégitime, la course au profit (et au pillage des ressources) et sa prétendue extension aux dépens des États. Fondées sur des approches ethnographiques riches et détaillées dans sept pays d'Afrique subsaharienne, les dix contributions s'attachent à montrer la diversité et la versatilité d'un phénomène aux contours flous, qui a significativement gagné en visibilité depuis le début des années 1990 : la présence de groupes aux degrés d'organisation divers, formalisés ou non, armés ou non, issus de solidarités locales ou à la

solde d'entreprises internationales, qui ont vocation à organiser et à mettre en œuvre des activités de surveillance et de maintien de l'ordre sur les territoires dont ils ont la charge, de droit ou de fait. Pour qualifier ces entreprises, le terme générique de « privé » est incontestablement limité. Renvoyant à une définition occidentale, strictement wébérienne, des prérogatives dévolues à l'État, il peine à caractériser la multiplicité et l'hétérogénéité des acteurs qui concourent à la fabrication de la légitimité sécuritaire. C'est le point de départ de ce livre : comment penser, à partir du continent africain, des acteurs et des activités sécuritaires qui sortent du schème binaire force publique légitime/force privée illégitime ?

L'approche théorique est ici celle du « *global security assemblage* », évoquée de façon synthétique dans l'introduction de Paul Higate et développée plus longuement dans le chapitre de Rita Abrahamsen et Michael Williams. Il s'agit moins en réalité d'une théorie fixe que d'une méthode inductive, qui invite à caractériser les phénomènes sociaux au prisme de leur hybridité et de leur fluidité. De façon sommaire, trois principes de l'assemblage peuvent être relevés. Le premier consiste à rompre avec les catégories ontologiques qui, selon les auteurs, ont trop souvent nourri les sciences sociales : « la nation », « la ville », « le capitalisme », « l'État », et donc, aussi, le « privé » et le « public ». Il s'agit d'entrevoir ces réalités comme des formations contingentes constituées par l'association éphémère, circonstancielle, d'une grande hétérogénéité d'éléments : des acteurs, des discours, des normes, des technologies, des artefacts, etc. La pensée de l'assemblage invite donc à porter une attention particulière à l'instabilité de ces formations, à leur fragilité et à leur potentielle « réversibilité » (selon le terme de Mats Utas dans son épilogue). Enfin, troisième principe, le « *global security assemblage* » rejette l'analyse cloisonnée

« par échelles » pour montrer comment le local, le national et le global sont enchevêtrés au point d'apparaître comme les facettes réversibles d'une même fabrique (p. 166).

Fidèles à leur approche, les auteurs ne suivent pas un schéma linéaire d'analyse, l'ouvrage étant lui-même – manifestement – conçu comme un assemblage d'une grande diversité de terrains, d'ambitions et de tons (de l'académique au personnel). Aussi, libre au lecteur de « réassembler » les chapitres en plusieurs unités contingentes, selon ses propres clés de compréhension. Les deux premiers chapitres s'attachent à montrer les catégories friables que constituent les sphères du « privé » et du « public » d'un point de vue sécuritaire. À partir de l'exemple de la gestion d'une crise sécuritaire dans une mine d'or en Tanzanie, Rita Abrahamsen et Michael Williams (chapitre 1) montrent comment deux catégories d'acteurs dits « privés » – une grande multinationale d'extraction minière et des ONG militantes pour les droits de l'homme – peu enclins à collaborer finissent par coordonner leurs actions du fait d'une conjonction d'intérêts. Dans ce cas, le « privé » n'est formé qu'à la faveur d'un accord circonstanciel et nécessairement fragile. La contribution de William Reno (chapitre 2) fournit un raisonnement en contrepoint, insistant sur l'extrême fragilité de la notion de « public » dans le cas de la vie politique somalienne. L'auteur montre que des entreprises étrangères de sécurité privée s'arrogent certaines prérogatives étatiques (entraîner certains services de l'armée, surveiller, éliminer des individus représentant une menace) en sélectionnant des services étatiques jugés dignes de confiance (les services de renseignement, des unités d'élites) tout en excluant d'autres. En cela, ces entreprises réactivent l'intense fragmentation des services publics héritée du régime de Siad Barre (1969-1991).

Les chapitres 3, 6 et 8 laissent entrevoir les jeux de visibilité/invisibilité produits par les assemblages sécuritaires. À partir de deux institutions majeures en Sierra Leone – les chefs coutumiers à la tête des associations de *community policing* et la société secrète des Poro –, Peter Albrecht (chapitre 3) présente deux régimes de visibilité bien distincts. Dans certains cas, les chefs coutumiers rendent visibles les bases extra-territoriales de leur autorité en s'affichant auprès des forces de l'ordre. Dans d'autres cas, les processus de décision sont invisibilisés, opérés par une société secrète dans la forêt. Marcus Mohlin (chapitre 6) évoque un même jeu de visibilité/invisibilité à l'échelle internationale en étudiant les ressorts invisibles de la réforme du secteur sécuritaire au Liberia dans les années 2000. Les grandes entreprises de sécurité privée sont les écrans de fumée du Département d'État américain qui ne se contente pas seulement d'entraîner l'armée libérienne en reconstruction, mais organise et oriente l'ensemble de sa chaîne de commandement en fonction des intérêts américains dans la région. Enfin, Peer Schouten (chapitre 8) recourt à l'image évocatrice du « parapluie politique » pour qualifier le rôle des entreprises privées de sécurité en République démocratique du Congo. Ces entreprises sont souvent dirigées par des officiers haut-gradés ou des responsables politiques locaux. Pour leurs clients, avoir recours à leurs services permet d'entretenir une connexion utile avec les cercles du pouvoir. À rebours, elles servent d'intermédiaires discrets lorsqu'il s'agit de payer des droits de passage aux différents groupes rebelles. L'assemblage sécuritaire permet dans ce cas de gérer tout à la fois la visibilité (vis-à-vis du pouvoir officiel) et l'invisibilité (vis-à-vis du pouvoir officieux).

Les contributions suivantes proposent une plongée dans l'intimité violente des interactions sécuritaires. Maya Christensen

(chapitre 4) évoque la trajectoire des ex-miliciens issus de la guerre civile en Sierra Leone (1991-2002), recrutés en 2009 par l'entreprise britannique Sabre pour participer à des missions de sécurisation en Irak et en Afghanistan. L'auteur montre comment les schémas raciaux de domination sont réactivés au cours du processus de formation des recrues qui doivent abandonner leur « *blackness* » pour adopter les standards de la « *white man culture* » : apprendre la ponctualité, le langage corporel de la déférence, les façons appropriées de se comporter avec les femmes, etc. Tessa Diphooorn (chapitre 5) prolonge l'analyse de cette violence symbolique en la situant dans l'interaction policiers-policés en Afrique du Sud. Décrivant une scène domestique au cours de laquelle un client appelle un officier privé de sécurité pour punir sa bonne suspectée de vol, Diphooorn montre avec efficacité comment l'officier, menaçant de battre la bonne pour lui donner une leçon, concourt à produire un ordre moral maître/domestique où chacun doit intérioriser sa place.

Enfin, Jacob Rasmussen (chapitre 7), traitant du groupe Mungiki au Kenya, semble atteindre l'exemple paradigmatique de ce que peut signifier un assemblage sécuritaire. Les Mungiki s'attachent précisément à se définir eux-mêmes comme indéfinissables : gang de jeunes, milice politique, groupe de *vigilantes*, mouvement millénariste, secte traditionnelle, parti, réseau d'entrepreneurs... Ce caractère indéterminé leur permet d'une part d'associer leurs activités sécuritaires à des activités lucratives (organisation des transports, monopole sur la collecte d'ordures, etc.), et d'autre part de s'assurer une adaptabilité opportuniste face à la volatilité de la vie politique kenyane. En cela, ce chapitre fait écho à l'épilogue très personnel de Mats Utas, qui conclut l'ouvrage sur la réversibilité des acteurs sécuritaires en fonction des contextes politiques : de guérilleros autonomistes à entrepreneurs fréquentables,

de miliciens à la solde du pouvoir à membres d'une organisation terroriste, et *vice versa*.

Private Security in Africa, par la diversité de ses plongées ethnographiques et la finesse de son approche théorique, est particulièrement stimulant pour quiconque s'intéresse aux questions sécuritaires. Le ton des différentes contributions, mêlant rigueur scientifique et approches personnelles, le rend particulièrement agréable à lire. Si l'ouvrage s'attache à déconstruire la notion de « privé », il peine toutefois à formuler une critique aussi vive à l'encontre de la notion de « sécurité ». La question, très justement formulée par Peer Schouten : « *What exactly is being secured?* » (p. 145), touchée du doigt à plusieurs reprises, ne fait pas l'objet d'une véritable conclusion théorique. Les chapitres fournissent pourtant matière à réponse : l'assemblage sécuritaire tend, sinon à protéger des personnes, des ressources et des biens matériels, tout du moins à solidifier des ordres sociaux et des structures de domination.

Jean-Baptiste Lanne

Université Bordeaux Montaigne
Les Afriques dans le monde (Lam)

INGELAERE (Bert)
Inside Rwanda's Gacaca Courts. Seeking Justice after Genocide
Madison, University of Wisconsin Press, coll. « Critical Human Rights », 2016, 256 pages

Les tribunaux *gacaca* rwandais, un mécanisme de justice néo-traditionnel établi par l'État pour gérer l'accumulation d'accusations à la suite du génocide de 1994, ont jugé des centaines de milliers de personnes entre 2005 et 2012. Ces tribunaux étaient locaux, leurs juges n'étaient pas des avocats, et les infractions étaient classées du vol au meurtre.

Les avis sur les juridictions *gacaca* sont fortement polarisés : certains les considèrent comme des outils de contrôle social, d'autres les exaltent comme des instruments de production de justice et de réconciliation. Une telle polarisation n'est guère étonnante vu la réaction sévère du gouvernement rwandais envers toute critique de ses actions, souvent perçue comme un déni du génocide, et au vu de la centralité de la justice *gacaca* dans le projet de reconstruction post-génocide.

Ce récit éclairé et nuancé de l'expérience des *gacaca* par l'anthropologue belge Bert Ingelaere marque une progression sur plusieurs fronts par rapport aux études précédentes. Bien qu'il s'accorde sur les critiques du régime qui, comme Susan Thompson, estime que le contrôle de l'État touche au vécu quotidien des populations jusque dans les zones rurales, il souligne toutefois les bienfaits des *gacaca*, et cela en dépit de ses inconvénients et malgré la grande différence qui existe entre la façon dont il était envisagé et la façon dont il a été mis en œuvre. Cette ouverture à diverses versions de la « réalité » de ce dispositif offre un aperçu rare tant des tribunaux *gacaca* que du Rwanda.

Par des observations minutieuses des procès sur de multiples sites, des centaines d'interviews, y compris de longs récits personnels, Ingelaere et son équipe mettent à nu plusieurs aspects qui contrastent avec les idées reçues, ou au moins avec les buts ou les discours officiels. Par exemple, ils découvrent que la présence des gens ordinaires à des procès qui doivent favoriser la réconciliation a chuté sitôt la période initiale passée. Ils découvrent aussi quelques cas de procès collectifs qui expliqueraient le très grand nombre d'accusés, comme un procès de 51 personnes accusées d'avoir volé un bœuf (qui a abouti à 31 condamnations, dont la majorité pour simple recel).

L'argument principal de l'ouvrage est que la véritable pratique des *gacaca*, et les perceptions croisées de la vérité et de la justice qui lui étaient associées découlaient du fait que les victimes et les coupables vivent côte à côte, et des exigences pragmatiques de la vie quotidienne qui résultent de cette proximité. D'aucuns ont profité des *gacaca*, soit pour régler des comptes qui n'avaient rien à voir avec les événements de 1994, soit pour réduire leurs peines ou le paiement des réparations. Au lieu d'aboutir à une réconciliation généralisée (bien que des cas isolés de réconciliation aient été identifiés), les *gacaca* sont décrites comme une forme du « vivre ensemble » qui a parfois été marquée par le meurtre et la vengeance, mais le plus souvent par le silence et la méfiance. Les dynamiques du pouvoir local, différentes dans chaque localité, ont influencé l'issue des procès. Bien qu'ayant pour objectif la mise au jour de la vérité juridique sur la base d'investigations (plus que par la confession et le pardon), les *gacaca* ont été en fait fortement influencées par des témoignages stratégiques et la « vérité pragmatique », à savoir un minimum de vérité acceptable par toutes les parties.

L'un des chapitres remarquables de l'ouvrage traite du rôle de l'État. Ingelaere ne prétend pas que les forces de l'État contrôlaient la totalité des *gacaca*, mais qu'elles étaient loin d'être absentes. Il souligne avec raison que la gouvernance locale est dominée par des *apparatchiks* nommés, soumis à des hiérarchies verticales. Les agents de l'État sont donc investis de pouvoir au niveau local. Ceci rend possible une surveillance approfondie (p. 102), sans être omniprésente, de la population, et donc des *gacaca*. Par exemple, ils faisaient enregistrer ceux qui prenaient part aux sessions, au moins au début.

Sans surprise, l'étude montre que les infractions éventuellement commises par des membres du Front patriotique rwandais (FPR)

ont été exclues des *gacaca*, ce qui n'a pas manqué de susciter des mécontentements dans certaines localités. Dans une région du Nord à peine touchée par le génocide mais très affectée par les incursions du FPR depuis l'Ouganda en 1993, les habitants qui se sont plaints du manque de prise en compte des abus du FPR furent accusés de recourir à l'idéologie du génocide et emprisonnés.

La confiance, mais aussi la maladresse, des agents de contrôle ressort de certaines des confrontations directes que l'auteur a eues avec eux. Dans un cas particulièrement révélateur, un individu intègre une discussion avec un groupe témoin sans y avoir été invité. Ingelaere, qui le repère, lui demande qui il est et souligne le caractère confidentiel de la réunion. L'homme réplique en affirmant qu'il est un « agent de renseignement » dont la tâche est d'assurer que ce qui est dit est conforme à la politique gouvernementale en vigueur. Ingelaere se moque alors de lui, rétorquant qu'un agent de renseignement vraiment bon n'a pas besoin d'entrer et de se présenter.

Au-delà de cette parenthèse comique, Ingelaere utilise son étude approfondie des *gacaca* pour expliquer les relations complexes entre les populations et les agents de l'État, et ainsi dépasser les lectures binaires, les débats développementalistes stériles ou la simple polémique politique. Il conclut que : « Il n'y a aucune raison de supposer qu'une telle présence [des agents de l'État] a automatiquement influencé le processus des *gacaca*. En fait, dans le monde entier, les personnels de sécurité assistent aux procédures de justice [...] Toutefois, l'analyse présentée jusqu'ici montre que la présence des figures d'autorité qui rendent compte au centre, à plusieurs niveaux, est profondément ressentie dans la vie des Rwandais ordinaires » (p. 105).

Ingelaere termine son ouvrage par un retour sur la pratique de la négociation dans

la vie locale. Deux notions opposées mais liées éclairent le modèle de relations dont les *gacaca* s'inspirent. Le « pragmatisme » (ou la notion à peu près équivalente en kinyarwanda de *ubwenge*) est central : « dans la vie très pragmatique des collines rwandaises, les tensions et les conflits sont voilés parce que les voisins et les villageois dépendent les uns des autres dans leurs activités quotidiennes, et ils luttent pour survivre dans des conditions d'appauvrissement partagé » (p. 147). Mais le « cœur » (une traduction approximative de *umutima*, qui renvoie aussi à l'intimité ou à l'esprit), seconde notion, est également significatif dans la gestion des relations interpersonnelles, et explique la difficulté personnelle des coupables et des survivants d'accepter la violence brutale.

Avec cet ouvrage, Ingelaere livre une excellente étude qui donne des outils de compréhension tant des *gacaca* que du Rwanda moderne. Un regret toutefois : la pauvreté des preuves tangibles soumises au lecteur. La méthodologie exhaustive décrite dans le chapitre 2 est fascinante et convaincante, mais il semble évident que la majeure partie des éléments de preuves permettant d'étayer réflexions et conclusions se trouve soit dans la thèse de doctorat de l'auteur, soit peut-être dans les carnets de ses collaborateurs.

Richard Moncrieff

International Crisis Group

KIMONYO (JEAN-PAUL)
Rwanda demain ! Une longue marche vers la transformation
Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés », 2017, 316 pages

Dans la bibliographie consacrée au Rwanda post-génocide, entre les approches dénonciatrices et inquisitoriales d'un côté, et les

perspectives apologétiques voire hagiographiques de l'autre, il y a de la place pour des analyses plus mesurées. C'est à cette tâche que s'attelle Jean-Paul Kimonyo, qui a déjà publié en 2008 un ouvrage remarqué sur le surgissement local du génocide des Tutsi. Ancien réfugié revenu au Rwanda après 1994, l'auteur a d'abord travaillé auprès de Paul Kagame avant d'effectuer son doctorat en sciences politiques. Aujourd'hui, il travaille comme conseiller à la présidence de la république, ce qui ne l'empêche pas de revendiquer une forme de distance critique. Ainsi, malgré un titre qui semble vanter l'affirmation d'un « nouveau Rwanda », *Rwanda demain !* ne constitue ni simplement un bilan des politiques menées depuis 1994, ni un récit à la gloire du régime. Il s'agit plutôt d'un essai d'historicisation du Front patriotique rwandais (FPR), depuis sa « germination en exil » (p. 19) jusqu'au pouvoir actuel.

La première partie s'intéresse au temps de l'exil (1959-1994). Les discours gouvernementaux peignent uniformément les réfugiés comme des conservateurs « féodomonarchistes » alors qu'ils étaient divers, tant par leurs origines sociales que par leurs positionnements politiques, et que nombre d'entre eux étaient partisans d'un régime républicain teinté de socialisme. Bien que l'auteur adopte une approche descriptive et analyse peu les discours nationalistes et panafricains au sein des communautés de réfugiés, il a le mérite de réintroduire de la complexité dans l'histoire de l'exil. Aussi est-il difficile, selon lui, de parler d'une diaspora, *a fortiori* d'une diaspora tutsi puisqu'on trouve parmi ces exilés une minorité de Hutu. Tout au plus peut-on parler de diasporas éclatées, notamment entre des pays d'installation où les conditions d'accueil sont variées dans l'espace et dans le temps.

Jean-Paul Kimonyo échappe également à un discours linéaire traçant un lien direct

Revue des livres

entre les réfugiés des années 1960 et la fondation du FPR en Ouganda en 1987. Le FPR n'est en effet une résurgence ni de l'Unar (parti monarchiste et nationaliste de 1959-1962), ni des groupes d'*Inyenzi*¹ qui ont pris les armes dans les années 1960 pour tenter un retour au pays. De même, il n'est pas un mouvement omnipotent dès sa fondation. Au contraire, l'auteur décrit dans les années 1980 un réveil politique – et culturel – des communautés de réfugiés qui ne se réduit pas au contexte ougandais, mais concerne tous les pays d'accueil. La création en 1979 à Nairobi de la Rwandese Alliance for National Unity (Alliance rwandaise pour l'unité nationale, Ranu) par de jeunes intellectuels nationalistes et révolutionnaires ayant évolué en Ouganda est ainsi une étape importante. En 1986, ils sont rejoints par les militaires rwandais de la National Resistance Army (Armée de résistance nationale, NRA) qui a porté Museveni au pouvoir, parmi lesquels Paul Kagame. Le FPR est alors créé pour remplacer la Ranu. Mais le ralliement des autres pôles diasporiques d'une part aux « Ougandais », d'autre part au choix de la confrontation armée, ne s'opère que timidement, quand d'autres privilégiaient encore une voie négociée. Ainsi, l'unanimité autour du FPR succède au début de la guerre en octobre 1990 plus qu'il ne la précède.

Dans la deuxième partie consacrée à la période 1994-1999, l'auteur souligne le « caractère incomplet de [la] victoire » (p. 132) du FPR en juillet 1994, dans un pays exsangue et divisé entre une zone contrôlée par l'APR, la zone de l'Opération turquoise, contrôlée par les forces françaises et qui abrite 1,7 million de déplacés, et les camps de réfugiés aux frontières accueillant

1,8 million de personnes. Les années de l'immédiat après-coup sont marquées par la persistance d'un état de guerre (guerre civile et guerre avec le Congo-Zaïre) qui prolonge le génocide et invite à réinterroger les découpages chronologiques habituels. Ce contexte guerrier est ponctué de représailles et de violences attribuées au FPR que l'auteur aborde avec nuance. Les pages consacrées au « rapport Gersony » sont particulièrement éclairantes : sans nier les actes de vengeance, Jean-Paul Kimonyo montre que ces tueries ne sont ni systématiques ni planifiées, et qu'elles ne sauraient constituer des actes de génocide. L'épisode du massacre au camp de déplacés de Kibeho en avril 1995 est également évoqué. L'auteur resitue l'événement dans le cadre de l'enjeu sécuritaire que constitue, pour le gouvernement la reconstitution des forces génocidaires dans les camps, sans s'en tenir à un discours officiel : il donne ainsi plusieurs estimations du nombre de victimes, de 338 reconnues par l'État à plus de 8 000 selon certaines ONG.

La même pondération se retrouve pour la politique intérieure. L'auteur dépasse les analyses ethnicistes des divisions au sein du gouvernement de transition et d'union nationale – qualifié d'« échec » (p. 183). Contre l'idée d'une « tutsi-sation » du régime, il pointe d'autres lignes de fracture, y compris au sein du parti dominant. Ainsi, la corruption et les abus de certains cadres contreviennent à l'idéal révolutionnaire de partage des richesses professé avant la prise du pouvoir. En 1997, la presse condamne la formation d'un nouvel *akazu*, terme honni qui désignait l'entourage du président Habyarimana dans les années 1990 : ces accusations publiques montrent que le régime n'était alors pas imperméable à la critique. Les tensions sociales et politiques s'expriment également par des occupations illégales de maisons et de terres (appartenant pour l'essentiel à des familles

1. Ce n'est que plus tard que ce terme est associé à sa traduction possible par « cafard » en kinyarwanda, et prend donc un sens très nettement péjoratif et raciste.

temporairement exilées en juillet 1994) par des rescapés, d'anciens réfugiés des années 1960 de retour au pays, ou des militaires et des cadres du FPR. L'enjeu n'est certes pas identique entre des rescapés qui ont tout perdu, et certains hauts dignitaires qui se sont constitué de vastes domaines latifundiaires. Leur restitution ou partage font l'objet de tractations jusqu'à la fin des années 2000. À la fin des années 1990, c'est donc un pays en situation de « crise » (p. 191) et traversé d'« attentes déçues » (p. 189) que décrit Jean-Paul Kimonyo.

La troisième partie est consacrée à la reconstruction économique et sociale depuis les années 2000. L'auteur souligne la persistance de la pauvreté et l'accroissement des inégalités, mais énumère aussi les politiques volontaristes adoptées. Des passages particulièrement stimulants traitent de la politique de réconciliation sous un angle institutionnel et du point de vue de la population. Jean-Paul Kimonyo pointe la récurrence des meurtres de rescapés, notamment lors de la mise en œuvre des *gacaca* en 2006. Les lois contre le « divisionnisme » et l'« idéologie du génocide » – dont la formulation initiale permettait d'inclure des infractions « difficilement associables à l'intention de commettre le génocide » (p. 244) – sont ainsi contextualisées. Pour l'auteur, il faut tenir compte de la manière dont les tribunaux appliquent – avec une relative parcimonie – l'arsenal juridique en place : en 2009, sur 749 personnes poursuivies, 260 sont acquittées. Citant le « baromètre de la réconciliation » créé en 2010, l'auteur souligne que 40 % des citoyens interrogés déclarent que « s'ils en avaient l'opportunité certains Rwandais essaieraient de commettre à nouveau le génocide » (p. 291), malgré un sentiment partagé d'amélioration de la cohésion sociale. Ces chiffres en disent long sur la persistance d'un sentiment de menace et rappellent que la « sortie de guerre » et la « sortie de génocide » ne sont

pas encore achevées, vingt-cinq ans après les massacres.

Même s'il ne s'agit pas à proprement parler d'un travail universitaire, on regrette que l'auteur n'ait pas mobilisé davantage les archives – notamment du FPR – auxquelles il a eu accès, de même que ses entretiens. Sur ce point, le statut particulier de Jean-Paul Kimonyo implique sans doute une certaine prudence, tout en nous permettant d'accéder à des connaissances inédites. Compte tenu des sources le plus souvent citées (rapports officiels et littérature grise) et de son format (l'essai), l'ouvrage aurait été plus percutant s'il avait ramassé le propos, notamment dans la dernière partie. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'un livre important qui restitue avec finesse la complexité de l'histoire récente du Rwanda.

Florent Piton

CESSMA, Université Paris Diderot

LEBLANC (Marie Nathalie)
et GOSSELIN (Louis Audet) (dir.)
*Faith and Charity: Religion
and Humanitarian Assistance
in West Africa*

Londres, Pluto Press, 2016, 224 pages

Comment les logiques néolibérales ont-elles affecté les initiatives chrétiennes et musulmanes dans le domaine du développement et de l'action humanitaire ? Quel impact les libéralisations des années 1990 ont-elles eu sur les modes d'organisation et d'intervention des acteurs religieux ? Quelles pratiques et quelle économie morale en ont découlé ? Ces questions résument la problématique générale de *Faith and Charity*, un volume de huit contributions centrées sur le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

Pour l'essentiel produit de ce qu'il faudrait désormais appeler l'école canadienne d'étude du fait religieux, cet ouvrage s'intéresse à

un domaine – l'humanitaire religieux – qui reste encore en grande partie en friche. En effet, LeBlanc et Gosselin, ses éditeurs, nous proposent d'abord de combler un vide sur la problématique religion et action humanitaire ; ensuite, avec les autres contributeurs, ils nous invitent à réexaminer les liens entre religion et néolibéralisme. Leur volume est à verser à la littérature qui, depuis au moins une décennie, replace la religion au centre de l'analyse des dynamiques sociales en Afrique. Il fait aussi écho à la littérature qui, dès les années 1990, s'est intéressée aux courtiers en développement.

L'ouvrage est structuré en deux parties. La première (chapitres 2, 3 et 4) interroge le triangle religion, politique et développement en insistant particulièrement sur le processus de non-gouvernementalisation (*NGO-ization* comme le disent les auteurs) avec une touche comparative. La seconde (chapitres 5, 6, 7, 8 et 9) analyse les comportements des acteurs et la façon dont ils font de la religion la référence normative première de leur entrepreneuriat social et citoyen.

De façon générale, l'ouvrage soutient que des logiques néolibérales sous-tendent la sphère religieuse – chrétienne et musulmane –, influencent ses philosophies du bien public et de la citoyenneté, et ainsi structurent ses modes d'action, notamment en matière d'aide humanitaire et de développement. Cela peut être repéré à travers la tendance à la professionnalisation des acteurs religieux, leur associationnisme et la non-gouvernementalisation, particulièrement dans la santé et l'éducation. La promotion de l'initiative privée, de la culture de soi et d'une approche managériale, qui sont de fait différents éléments du discours néolibéral, marquent ainsi le champ religieux (p. 184). En mettant en exergue ces aspects, le volume illustre la rencontre de deux éthiques, l'une néolibérale, axée sur l'entrepreneuriat et la privatisation, et l'autre,

religieuse, fondée sur un humanitarisme orienté vers des coreligionnaires, mais aussi la société et l'humanité.

Le néolibéralisme, suggère cet ouvrage, a de multiples facettes. Sa rencontre avec l'islam et le christianisme (catholicisme et pentecôtisme) a produit des dynamiques entrepreneuriales qui ont redéfini modes, structures et formes d'action dans le domaine du développement. On peut donc étudier le néolibéralisme autrement, en particulier à travers ses effets inattendus ; par exemple, son impact sur les ONG religieuses. C'est ce que démontre ce volume en insistant sur la non-gouvernementalisation, l'adoption d'un discours qui promeut des activités génératrices de revenu, une éthique entrepreneuriale transformatrice – de l'individu et de la communauté – et la bureaucratiation. À bien des égards, cet ouvrage est une invitation à analyser le néolibéralisme au-delà des prismes de la macroéconomie et de la finance mondialisée. Il illustre aussi l'influence sur la société civile religieuse non seulement d'une idéologie du développement, mais surtout d'une façon de faire et de gouverner des conduites individuelles et des modes d'action collective. En insistant sur les modes d'action des associations islamiques dans l'espace public, et surtout sur l'engagement civique qui détermine leurs interventions à partir de la valeur de la charité, la contribution de Issouf Binaté sur la Côte d'Ivoire illustre bien ce processus.

Cet ouvrage est donc une contribution très utile pour comprendre une autre facette du néolibéralisme, la modernité de la religion, les modes d'actions des acteurs religieux et leur engagement citoyen. Elle informe ainsi sur la façon dont le champ de l'humanitaire se transforme, sur le caractère complexe des appropriations aussi bien du discours religieux que du néolibéralisme, un air du temps qui est devenu un élément central des recompositions du social, du religieux et du politique. Analysant l'action publique

entendue au sens large, ce livre incite à une compréhension plus fine de la société civile religieuse.

Une de ses qualités est d'approcher la rencontre du religieux et de l'humanitaire dans son contexte néolibéral à travers une historicisation qui remonte parfois jusqu'à ses trajectoires coloniales et missionnaires. La contribution de Louis Audet Gosselin sur l'assistance que délivrent les églises évangéliques aux orphelins et aux enfants vulnérables au Burkina Faso est un bon exemple de cette démarche historicisante, de même que celle de Mara Vitale sur deux figures de leaders musulmans dans ce même pays. L'ouvrage innove, d'abord en se focalisant sur deux pays africains dont il révèle les continuités politiques, sociales et historiques. Si ce focus géographique semble dicté par des facteurs contingents – à savoir le fait que tous les contributeurs travaillent sur au moins l'un des deux pays –, il permet de formuler un argument cohérent à partir de contextes semblables, même si, il faut le noter, l'ouvrage commence par un clin d'œil au Sénégal dont l'expérience en matière de non-gouvernementalisation est mise en rapport avec celle du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. L'ouvrage innove aussi en proposant une analyse de l'action religieuse à travers le prisme du néolibéralisme. Enfin, et surtout, il défie les approches classiques du couple religion et développement qui tendent à garder celui-ci dans des limites exclusives, avec le plus souvent, l'islam d'un côté, et le christianisme de l'autre. En cela, ce volume participe de la construction de la religion comme objet des sciences sociales.

Évidemment, voir le néolibéralisme à l'œuvre dans le champ religieux et analyser l'action religieuse à travers ce qu'elle emprunte au mode néolibéral posent des questions auxquelles devraient encore plus prêter attention les analyses des processus à l'œuvre dans un monde où la religiosité informe l'action publique. À la lecture de ce

volume, on se demande s'il n'existe pas un islam néolibéral, un christianisme néolibéral, un pentecôtisme néolibéral africain ou même un humanitarisme néolibéral. Ces questions sont loin d'être insensées.

Abdoulaye Sounaye

Leibniz-Zentrum Moderner Orient, Berlin

RUTHERFORD (Blair)
*Farms Labor Struggle
in Zimbabwe. The Ground
of Politics*

Bloomington/Indianapolis, Indiana
University Press, 2017, 294 pages

Le débat sur le positionnement social et politique des ouvriers agricoles aux marges de la société zimbabwéenne, et son évolution au cours de la réforme agraire des années 2000, a constitué jusqu'à présent un terrain binaire d'opposition idéologique et politique. Effectivement, les ouvriers agricoles zimbabwéens ont commodément été décrits en permanente situation de dépendance, soit comme victimes du pouvoir oppressif des fermiers « blancs », soit comme victimes des politiques autoritaires du régime de Robert Mugabe. Au travers d'une analyse précise et serrée du plus important conflit social qui se déroula sur une ferme commerciale zimbabwéenne, à la fin des années 1990 et au tout début des années 2000, Blair Rutherford nous permet de prendre une distance bienvenue avec ces positionnements souvent partiels et biaisés.

Plus précisément, l'étude s'appuie sur plusieurs terrains de recherche menés par l'auteur pendant et après le conflit social opposant, d'une part, une importante entreprise agricole zimbabwéenne soutenue financièrement par la Banque mondiale (appelée Zimfarm dans le livre) et, d'autre part, des ouvriers licenciés (majoritairement des ouvrières), sur la ferme Upfumi (ainsi

Revue des livres

nommée par l'auteur) située dans la province du Mashonaland oriental. Ainsi, la reprise de la ferme par Zimfarm en 1997, le licenciement de l'ensemble des 879 ouvriers en octobre 1998 et leur mobilisation pour finalement obtenir une demi-victoire légale et de faibles indemnités en juin 2000 sont au cœur de l'ouvrage.

Ce conflit et son intrication permanente avec le contexte politique national extrêmement mouvant de l'époque sont décrits avec moult détail. Les observations directes et les nombreux entretiens réalisés avec les ouvriers agricoles de la ferme Upfumi, mais aussi avec les protagonistes extérieurs au mouvement, nourrissent en effet une retranscription bien menée des ambiguïtés et des ambivalences présentes dans l'action de ces ouvriers avec la *poritikisi* (politique des partis). Les changements successifs du positionnement politique des ouvriers, se revendiquant tantôt de l'opposition, tantôt du parti au pouvoir, tout autant que l'usage qui est fait de la mobilisation par plusieurs représentants politiques sont à ce titre frappants. En outre, l'irruption du parti d'opposition Movement for Democratic Change (Mouvement pour le changement démocratique, MDC) et l'intensification de la compétition électorale avec la Zimbabwe African National Union-Patriotic Front (Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique, Zanu-PF) au pouvoir sont continuellement reliées à la situation particulière des ouvriers agricoles, de leur lutte sociale et des difficultés croissantes concernant leurs moyens de subsistance. Ce faisant, le travail de Rutherford nous éclaire sur la montée des violences politiques, parallèle aux invasions de fermes, et sur son effet déstabilisateur sur les relations de dépendance qui structuraient le microcolonialisme de ces exploitations agricoles zimbabwéennes.

Aussi, le principal succès de l'ouvrage tient à sa capacité à changer en permanence

d'échelle entre le local de la ferme, le régional de la province et le cadre politique national. L'attention conceptuelle accordée aux différents modes d'appartenances des ouvriers agricoles, ainsi qu'aux relations de dépendance et de domination qui s'y rapportent, joue là un rôle crucial. Les identités, locales, nationales et transnationales des ouvriers agricoles sont en effet continuellement rapportées aux différentes stratégies de subsistance disponibles dans ces multiples espaces. En ce sens, cette analyse complexifie et problématise les discours dominants sur l'accès à la terre, la citoyenneté et la souveraineté, l'inégalité de genre et les violences politiques racialisées qui ont affecté et affectent toujours la population des ouvriers agricoles zimbabwéens.

Néanmoins, il nous faut noter les limites de l'ouvrage dans le choix même de son cas d'étude. Très justement, l'auteur nous rappelle tout au long du livre le caractère extraordinaire de cette mobilisation, historiquement sans précédent. Effectivement, plusieurs éléments spécifiques à cette ferme apparaissent comme les facteurs déclencheurs du conflit social. On remarquera notamment le rôle joué par le passage inachevé et temporaire d'une relation salariale informelle à une relation plus formelle et bureaucratique. C'est essentiellement de ce passage qu'émergent les tensions entre les ouvriers et le management qui débouchent sur leur licenciement massif. On notera aussi l'importance de Chenjerai, meneur des ouvriers à la personnalité atypique et militante. Celui-ci dispose en effet de relations à l'extérieur de la ferme sans lesquelles le conflit social n'aurait pu durer. En somme, l'exceptionnalité du cas choisi limite clairement les possibilités de généralisation.

Cet ouvrage constitue donc une nouvelle contribution de qualité à la littérature sur les ouvriers agricoles zimbabwéens et sur les évolutions politiques du Zimbabwe au cours des deux dernières décennies. Il nous donne

à voir les transformations profondes et complexes de la situation de cette population ouvrière au début des années 2000 au travers d'un cas d'étude exceptionnel. C'est à la fois tout son intérêt et toutes ses limites.

Eddine Bouyahi

Northwestern University, Sciences Po

WILLIAMS (Christian A.)
*National Liberation
 in Postcolonial Southern Africa:
 A Historical Ethnography
 of SWAPO's Exile Camps*
 New York, Cambridge University
 Press, 2015, xviii + 260 pages

In this book, Christian Williams explores the various histories Namibians narrate about living in exile during the country's independence war and the lasting repercussions of the political practices and categories that emerged there. Williams's main argument is twofold. First, he demonstrates how a transnational material history that connected Swapo with other liberation movements, host governments and a network of international supporters produced a network of various kinds of camps in exile, and how this history influenced the formation of ideas and practices of the nation and its governance. And second, he illustrates how this history cast the various players involved in different positions within and in relation to the liberation movement, generating multiple ways of remembering this past and relating it to the present. Williams contrasts this emphasis on multiple histories with what he sees as a persistent dualism in the established Namibian political history narratives that either celebrate the heroism of national liberation under Swapo's vanguard or criticize it from the perspective of former Swapo detainees and dissidents and their associates.

Williams's work is based on a rich body of oral histories, complemented by a range of documents, photographs and secondary literature about various camps, like Cassinga, a major Swapo camp in southern Angola destroyed by the South African forces in 1978; Kongwa, the first Swapo camp in Tanzania in the 1960s; the military and civilian camps in Zambia during and in the aftermath of the mass "exodus" of young Namibians into exile in the mid-1970s. He persuasively demonstrates how the governing of camps where Namibian women and men of various ages and from various ethnic, regional and educational backgrounds lived in often demanding and insecure conditions generated practical problems and political tensions, and how dealing with them created sociopolitical hierarchies and patterns of exercising power that would continue to reverberate in independent Namibia. Furthermore, Williams demonstrates that "exile" was not a unitary condition but varied considerably over time, at various localities and according to one's social position. These are most valuable additions to the historiography of exile. The proposition that the realities of administering and living in camps provided a significant formative influence to how the Namibian nation would be imagined and governed is stimulating, as is the suggestion that such camp histories are not merely national but embedded in transnational relations and exchanges, with significant overlaps between how camps of various liberation movements in Southern Africa were governed and lived in.

However, the book does not deliver fully on these promising openings. Williams groups previous studies somewhat simplistically into two bodies of literature, namely "critical exile historiography" and the "limits of liberation". The reduction of the literature that deals with postcolonial Namibian historical narratives of exile and the associated

memory politics into a single body concerned only with the “limits of liberation” does not quite do justice to the real diversity of arguments discussed. As for the “critical historiographies of exile”, Williams does not sufficiently recognize the extent to which it discussed themes that he claims as groundbreaking. These include social differentiation among the exiles, the formation of political subjectivities, the significance of material conditions and their daily governance, multiple ways of narrating exile histories, and their afterlives in postcolonial Namibia. For example, many of the non-ideological factors that shaped Swapo were quite extensively discussed already in Leys and Saul’s classic *Namibia’s Liberation Struggle* (1995) – and thus it is not surprising that Williams relies quite heavily on their work over the course of his study – as well as, from an ethnographic perspective, in Lalli Metsola’s numerous writings.

Williams’s book itself does not fully conform to his proposed agenda. While he calls his approach ethnographic, his book reads as a political history based on oral sources rather than a full-fledged ethnography. Indeed, there is less emphasis on thick description of everyday realities than on contrasting accounts of political events. Williams uses the voices of the Namibians he interviewed and the sources he consulted primarily to question and diversify established narratives of the significant events, turning points and especially conflicts within Swapo in exile, instead of a more general social or experiential history of how ordinary people lived there, how their everyday realities and subjectivities were formed, and what forces influence how, when and where they narrate those experiences afterwards.

In particular, Williams claims that the spatiotemporal, political and social organization of the camps played a key role in the shaping of Namibian nationalism and its postcolonial trajectories. This argument would have been strengthened by more explicit discussion of the mechanisms through which the camps exert such agency. Moreover, many of the points that Williams makes through the concept of “the camp” have previously been made through discussing the significance that the prolonged military situation, international recognition of Swapo and deep-seated notions of seniority had for the production of social hierarchies in exile. Williams does not explain what added value the lens of the camp gives over these other perspectives. Despite these minor reservations, the book is meticulously researched, well-written. It and will be of interest to Namibianists but also to anyone who is interested in comparative studies of Southern African political history, nationalisms and transitions to majority rule.

Lalli Metsola
Université d’Helsinki

Erratum: Une coquille s’est glissée dans la rubrique Revue des livres du numéro 148, p. 212. Dans la recension faite par Pierre-Philippe Fraiture, il fallait lire « offre une fascinante histoire du Congo de l’ère léopoldienne au Zaïre des années 1980 » et non « offre une fascinante histoire du Congo de l’ère léopoldienne dans le Zaïre des années 1980 ». Nous nous excusons de cette erreur.